

A decorative horizontal brushstroke in shades of white and gold, positioned above the main text.

# Conférence de presse

14 janvier 2014

Patrice RACT MADOUX – Président de la CADES  
Pierre HAINRY – Responsable adjoint, Opérations de marché

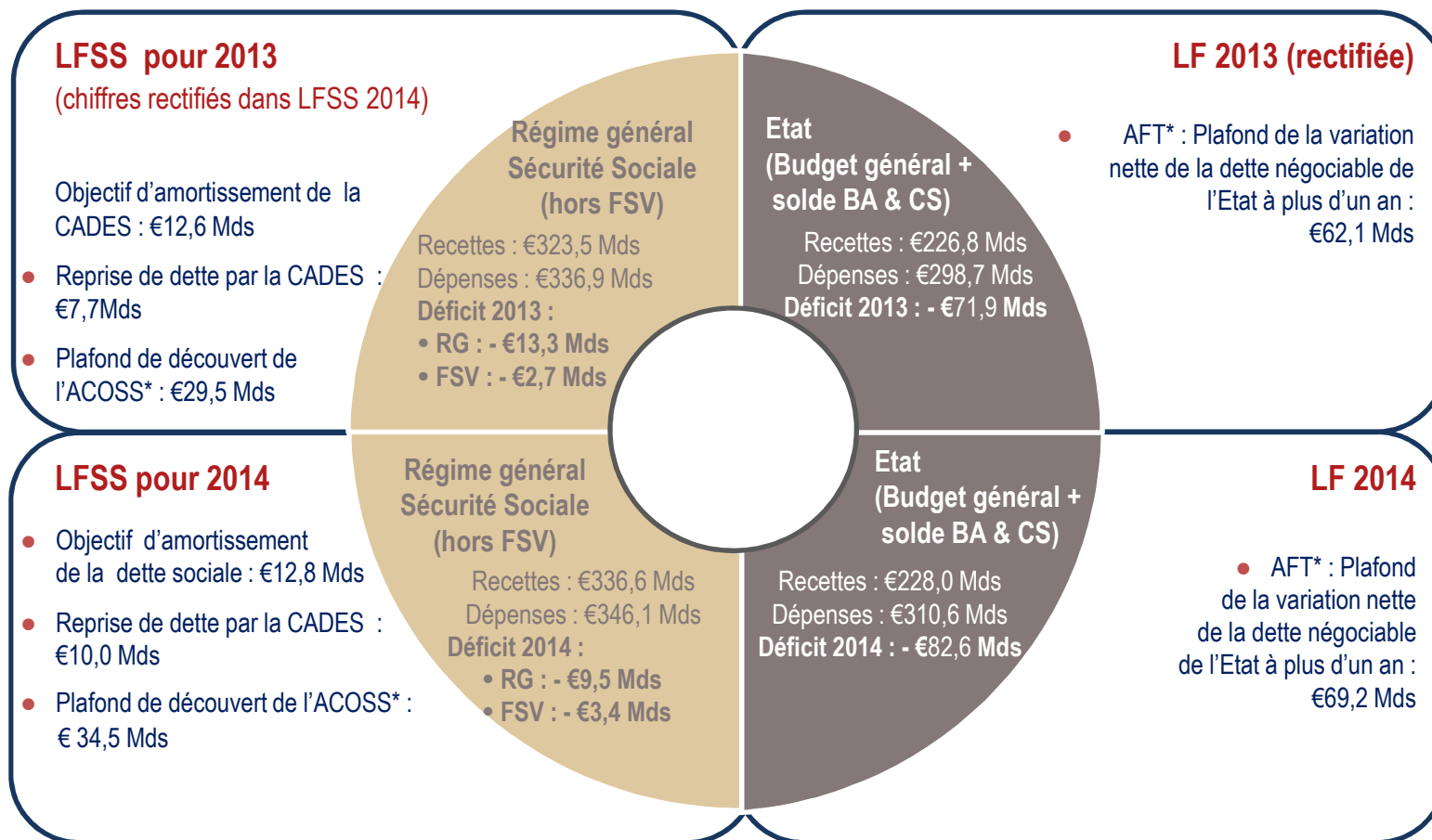


# SOMMAIRE

---

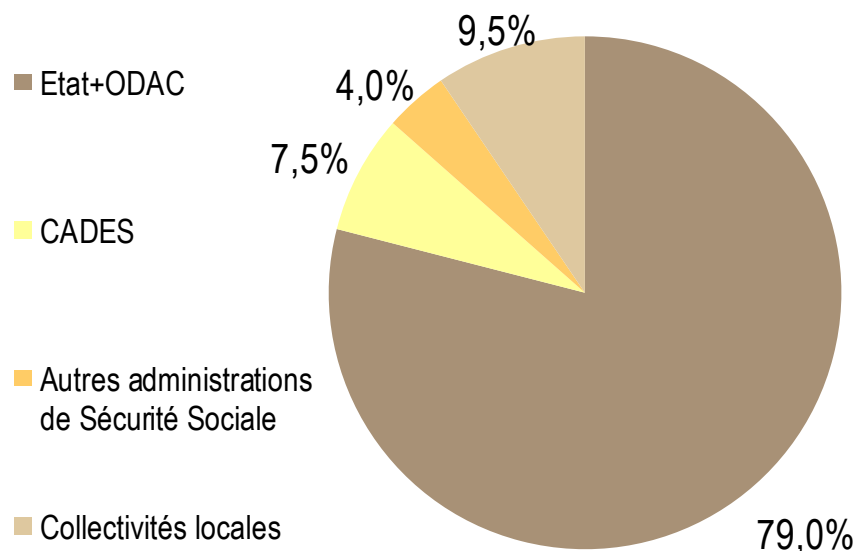
- **La CADES en 2013**
  - Rappels sur la CADES
  - Exécution du programme de financement 2013
  - La situation nette estimée de la CADES à fin 2013
  
- **La CADES en 2014**
  - Les nouvelles mesures pour 2014
  - Le programme de financement 2014
  
- **Annexes**
  - Organigramme de la CADES
  - Processus de reprise de dettes
  - Répartition détaillée de la ressource
  - Textes réglementaires
  - Tableau des chiffres clés

# Deux budgets, deux dettes, deux agences Une seule dette publique française



\* ACOSS : Agence centrale des organismes de sécurité sociale – AFT : Agence France Trésor – FSV : Fonds de Solidarité Vieillesse

**Total dette publique** (au sens de Maastricht) :  
**1 931 milliards d'euros \***



**Total PIB France 2013 : 2 067 milliards d'euros\***

**Dette sociale amortie par la CADES depuis 1996 : 84,1 milliards d'euros**

**→ Équivalent à 4% du PIB 2013**

**Intérêts économisés sur la dette amortie : c. 20 milliards d'euros**

**→ Equivalent à 1% du PIB 2013**



**Une diminution de la dette publique française équivalente à plus de 5 points de PIB**

\* Données Cour des Comptes, janvier 2014



## Les atouts de la CADES

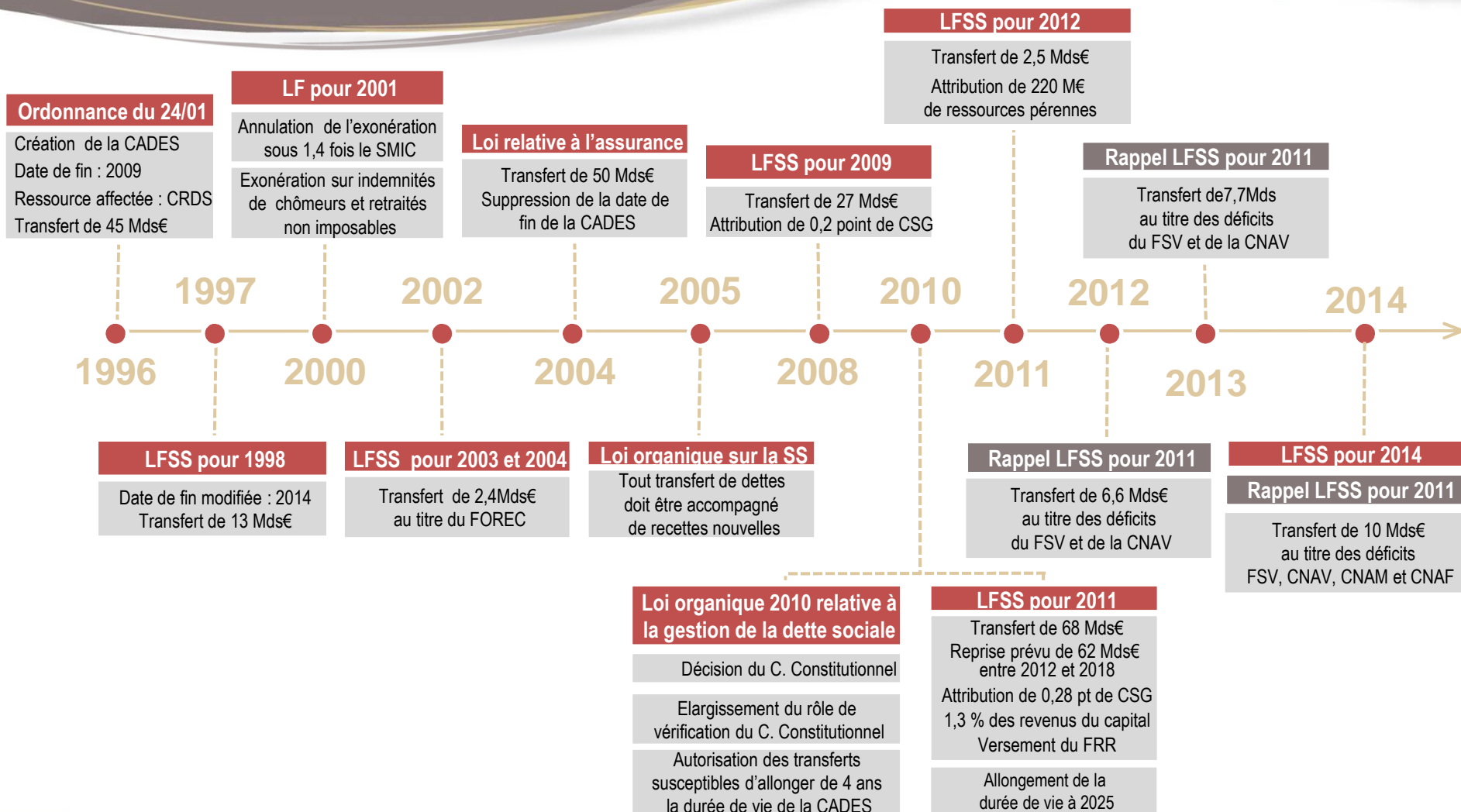
- Créée par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996
- Une structure détenue et contrôlée par l'Etat français (statut d'Etablissement Public à caractère Administratif)
- Une ressource pérenne et dynamique définie et protégée par la loi
- Un cadre réglementaire bien défini

**Mission : amortir la dette sociale de la France**

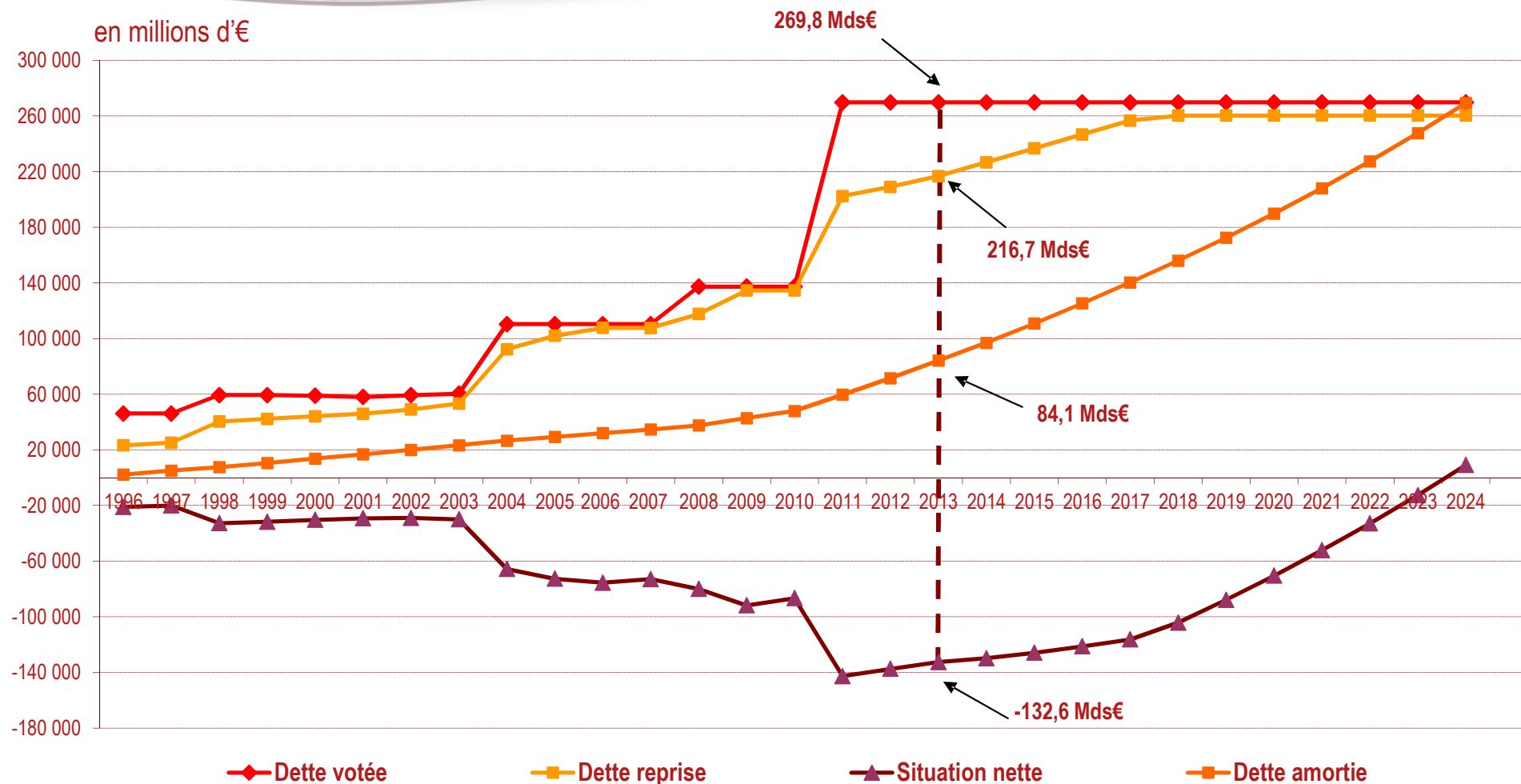


# Les principales étapes depuis 1996

## 217 milliards d'€ repris par la CADES depuis sa création



# La dette votée, reprise et amortie après la reprise de dette à la fin de 2013





# Situations nettes comparées

En milliards d'€

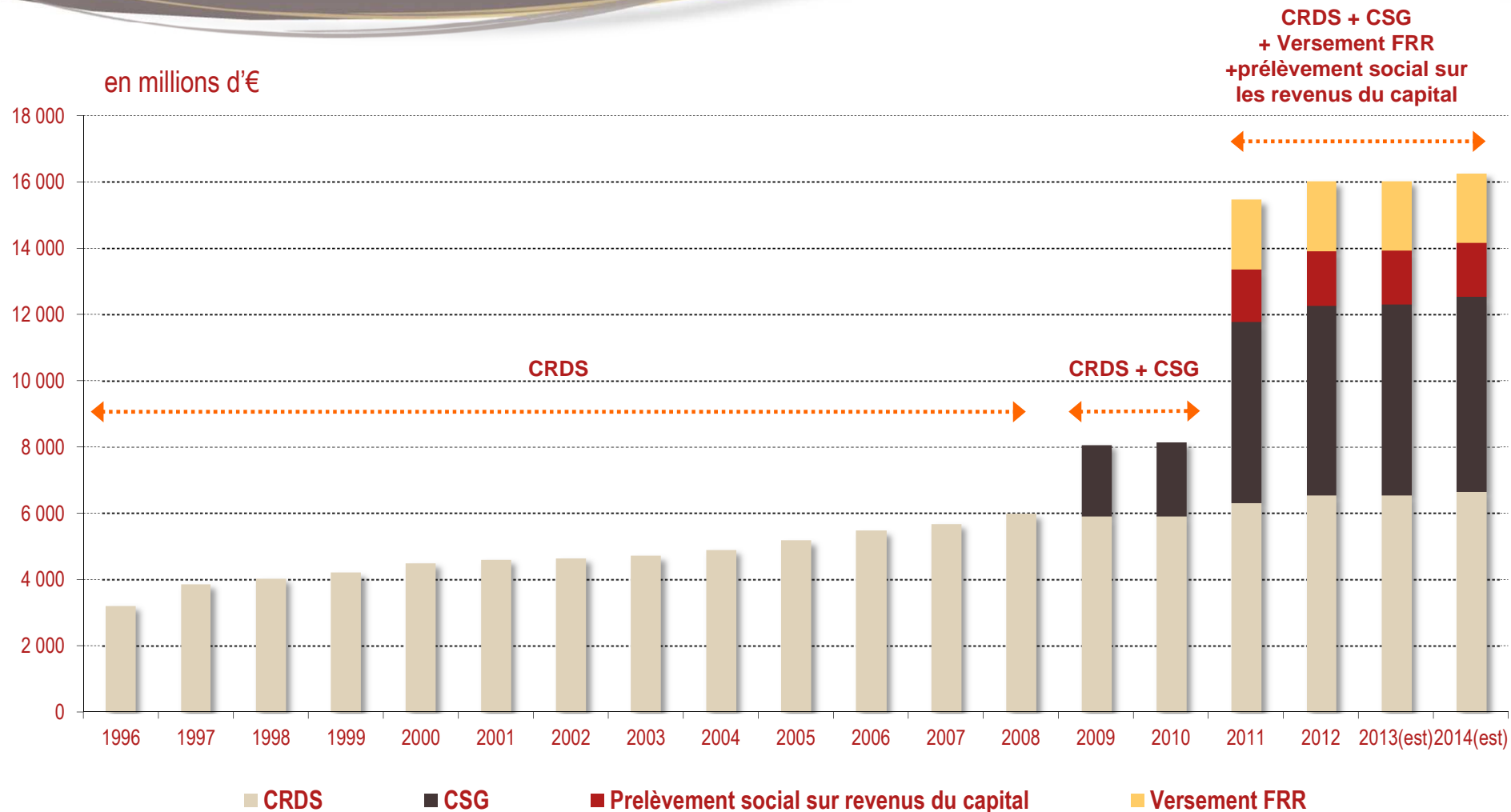
	À fin 2012	A fin 2013
Total de dette votée	269,8	269,8
Dette reprise	209,0	216,7
Total de ressource perçue (i)	109,3	125,2
Capital amorti	71,7	84,1
Intérêts payés	37,6	41,1
Situation nette	137,3	132,6

**Objectif d'amortissement annuel 2014 voté dans la LFSS 2014 : 12,8 Mds d'€**

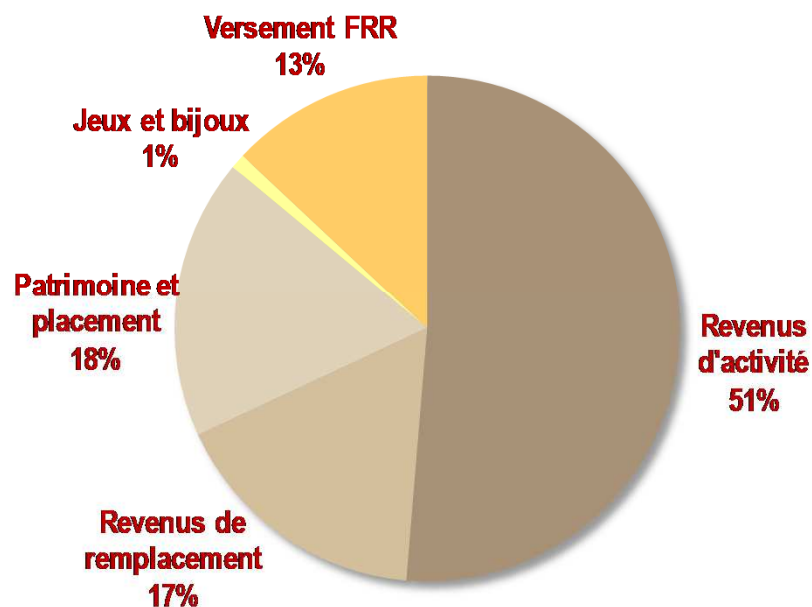
Source : CADES

(i) Y compris €0,5Md pour le total des cessions du patrimoine immobilier

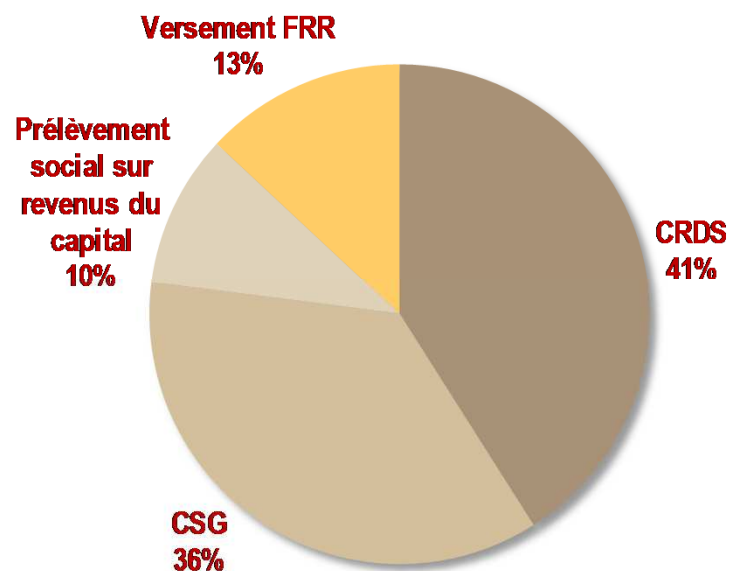




Répartition de la ressource par type d'imposition



Répartition de la ressource par nature d'imposition



Ressources totales estimées révisées pour 2013 :  
16,0 milliards d'euros



# Programme de financement 2013

En milliards d'€	Réalisé	(x) Nbre d'opérations réalisées
Emprunts de référence en Euros	5	(2) à 5 et 10 ans
Augmentations de souche	3,2	(9)
Emprunts indexés sur l'inflation	0,5	(1)
Emprunts de référence en Dollars américains	5,5	(3) à 3, 5 et 7 ans
Emprunts de référence en autres devises	0,4	(1)
Autres emprunts et placements privés	0,5	(5)
<b>TOTAL moyen et long-terme</b>	<b>15,1</b>	
Encours de titres à court terme (au 31/12/13)	10,8	
<b>TOTAL</b>	<b>25,9</b>	



# Emissions réalisées en 2013

Marchés stratégiques	€	 EUR 2.5 bn 1.000% due May 2018 Mar 2013 BNP Paribas, Crédit Suisse, HSBC, Natixis	 Tap of EUR 250 mn 2.500% due Oct 2022 Apr 2013 Natixis, Société Générale	 Tap of EUR 250 mn 4.000% due Dec 2025 Apr 2013 BNP Paribas	 Tap of EUR 250 mn 4.125% due Apr 2023 Apr 2013 HSBC	 EUR 2.5 bn 2.375% due Jan 2024 Jun 2013 Crédit Agricole, Crédit Suisse, Natixis, Société Générale	 Tap of EUR 600 mn 4.000% due Dec 2025 Jul 2013 BNP Paribas, Crédit Agricole	
		 Tap of EUR 300 mn 2.500% due Oct 2022 Aug 2013 BNP Paribas	 Tap of EUR 400 mn 2.500% due Oct 2022 Sept 2013 BNP Paribas, Crédit Agricole	 Tap of EUR 250 mn 3.625% due Aug 2025 Nov 2013 Morgan Stanley	 Tap of EUR 500 m 1.5% July 2024 Nov 2013 Société Générale	 Tap of EUR 750 m 2.375% due Jan 2024 Nov 2013 BNP, Natixis, Société Générale	 Tap of EUR 150 m 4.125% due Apr 2023 Nov 2013 CACIB	
	Diversification	NOK AUD	 USD 3.5 bn 1.375% due Jan 2018 Jan 2013 Daiwa, Deutsche Bank, Goldman Sachs, RBS	 USD 1 bn 2.000% due Apr 2020 Apr 2013 BAML, Barclays, Citigroup	 USD 2.75 bn 1.250% due Sept 16 Sept 13 Barclays, BNP Paribas, HSBC, JP Morgan			
			 NOK 1 bn 4.250% due Dec 2025 Feb 2013 Barclays	 AUD 300 mn 5.335% due Mar 2023 Mar 2013 Deutsche Bank	 NOK 2 bn 4.080% due Sept 2023 Sept 13 Deutsche Bank			



# Programmes à court-terme

## Global CP Program

### Programme de 60 milliards d'euros

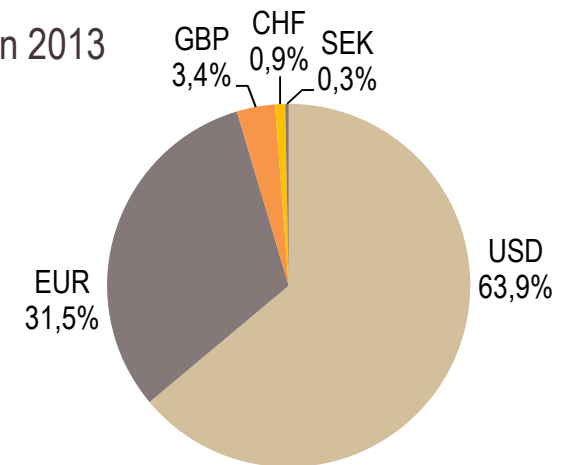
- Euro Commercial Paper Program (ECP)
  - ✓ Toutes devises OCDE
  - ✓ Encours de €8,4 Mds\*

- USD Commercial Paper Program (USCP)
  - ✓ Devises : USD
  - ✓ Encours de \$3,1 Mds\*

## Autres Sources de Financement

- Programme de Billets de Trésorerie de € 15,0Mds
  - ✓ Encours de €0,9 Md\*
- Lignes Bilatérales CP

- 23,7 Mds€ émis en 2013



\* Au 31/12/2013

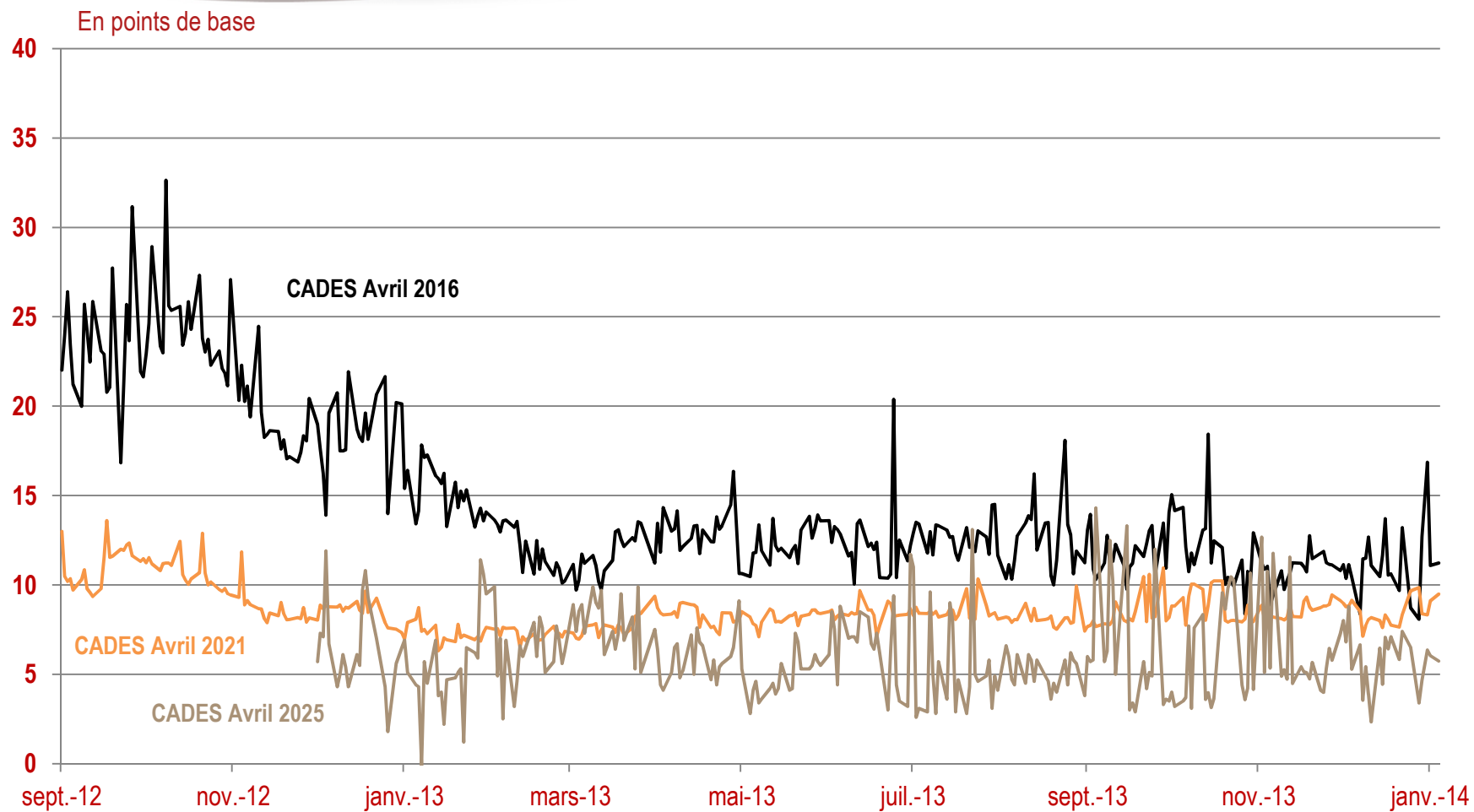


# Ecart France vs. Allemagne



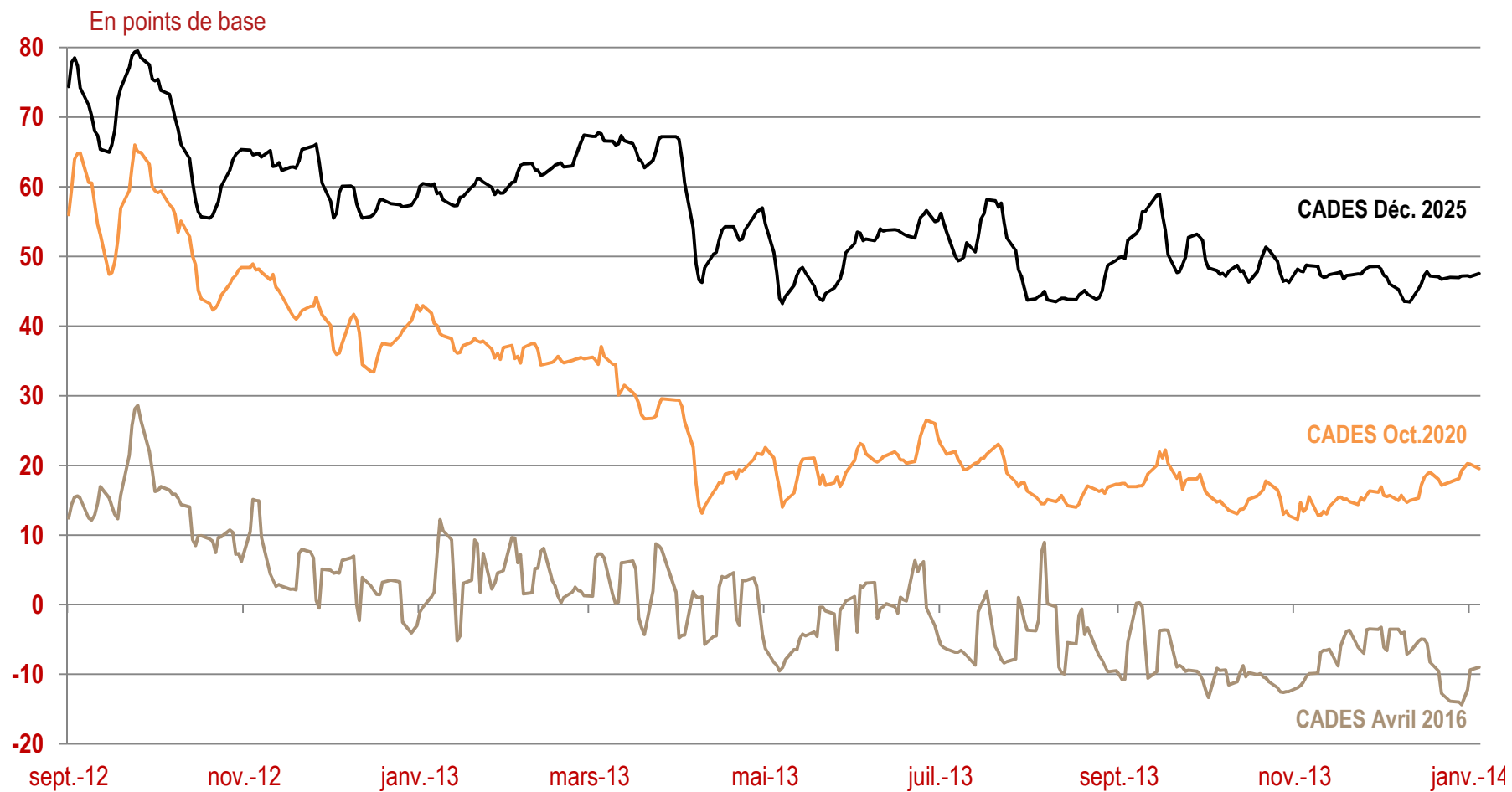


# Rendement CADES vs. OAT





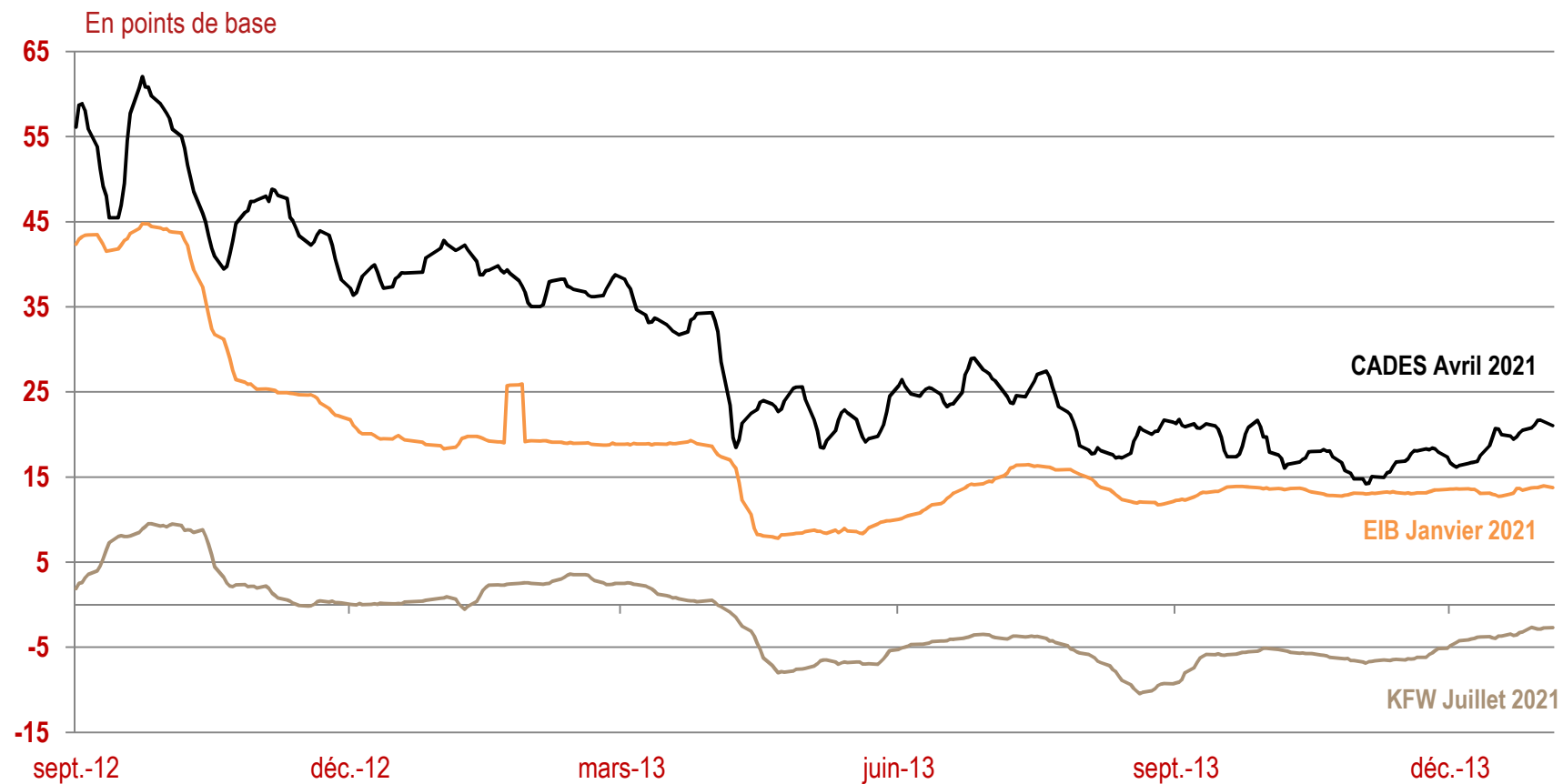
# Rendement CADES vs. swap





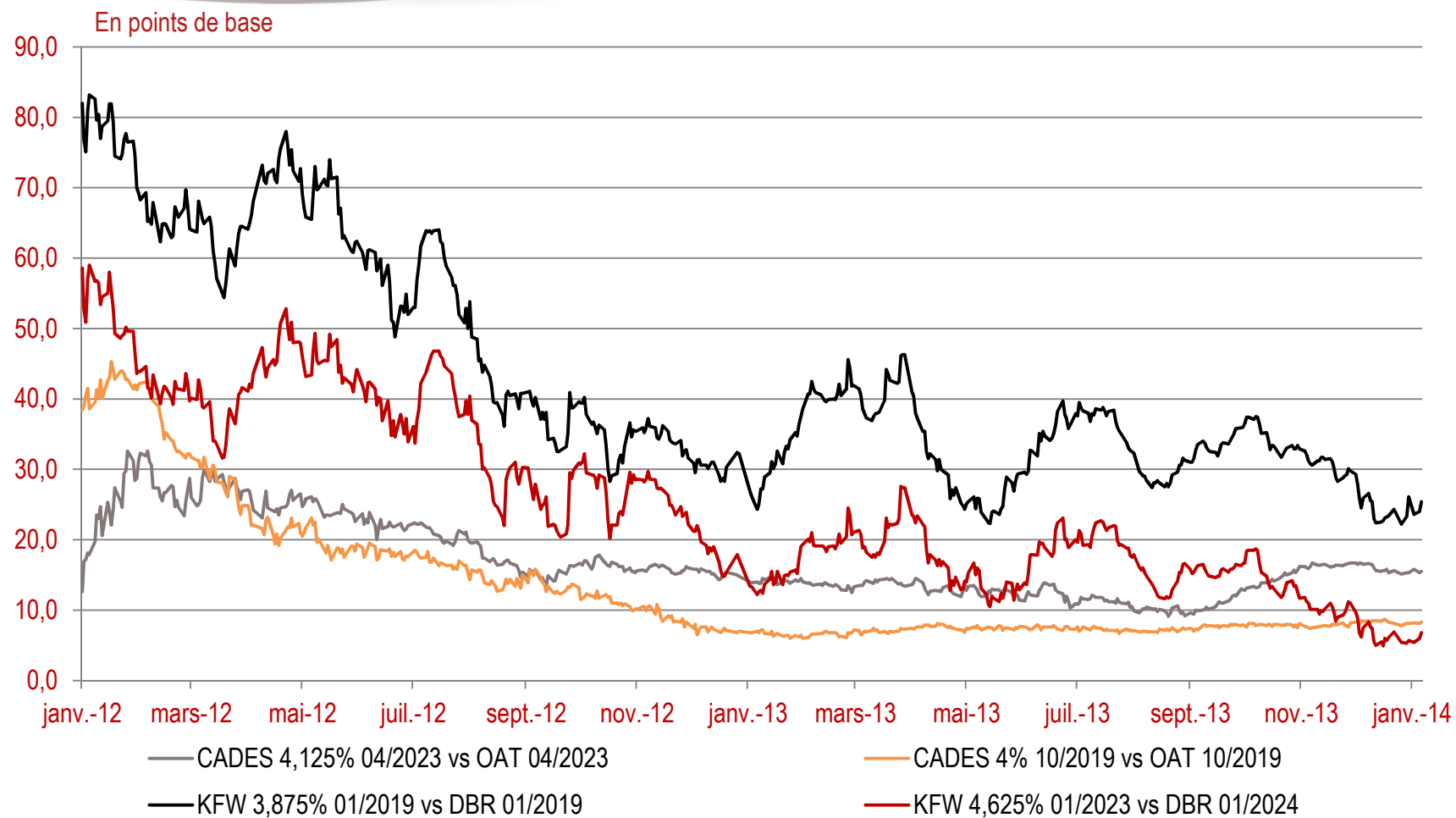


# Rendement CADES vs. EIB vs. KFW (ASWP)



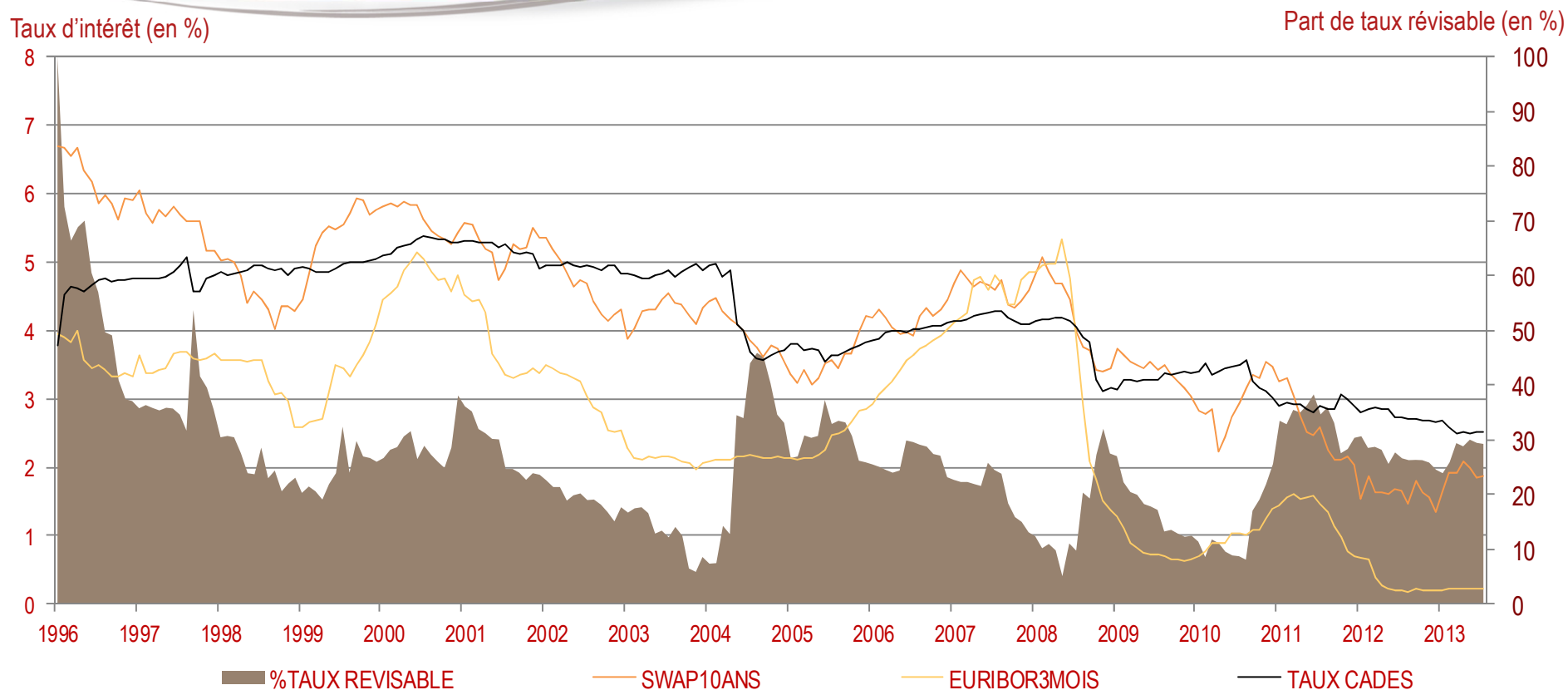


# Rendement CADES OAT vs. KFW Bund





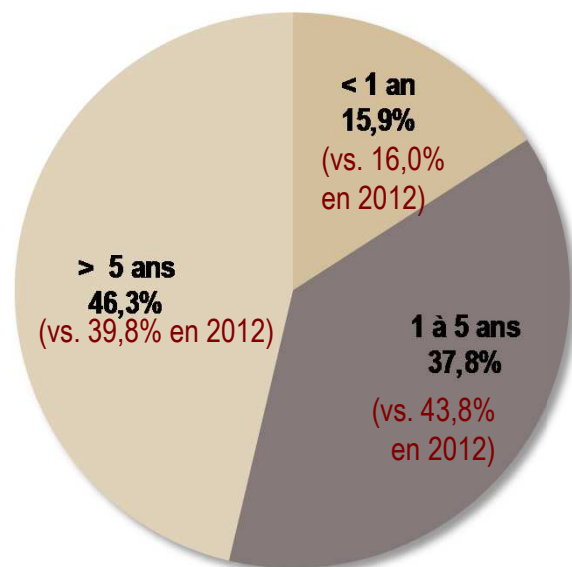
# Evolution du taux de refinancement



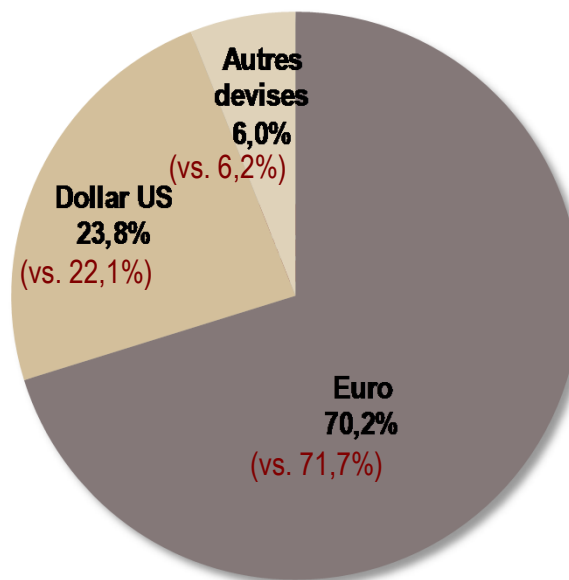
Un taux de refinancement de 2,52% au 31/12/13

# Répartition de l'encours de dette au 31.12.2013 (132,6 milliards d'euros)

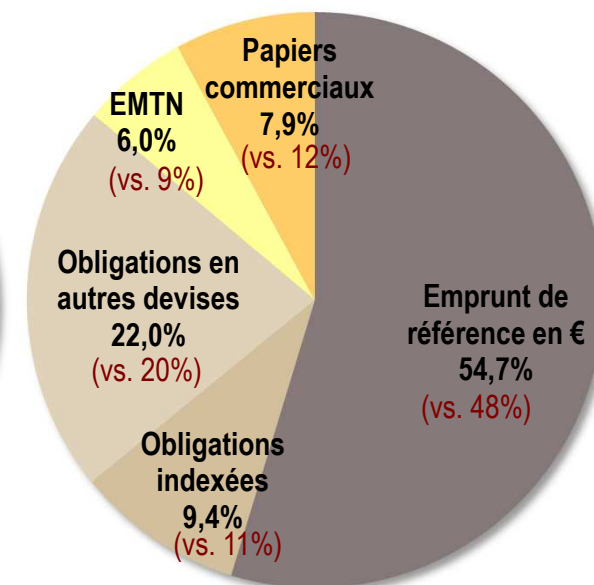
### Par maturité



### Par devise



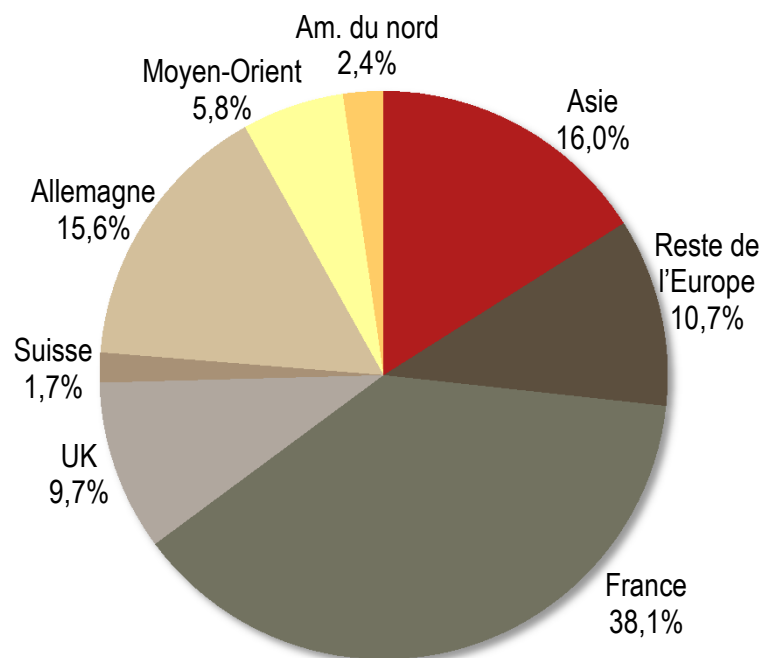
### Par instrument



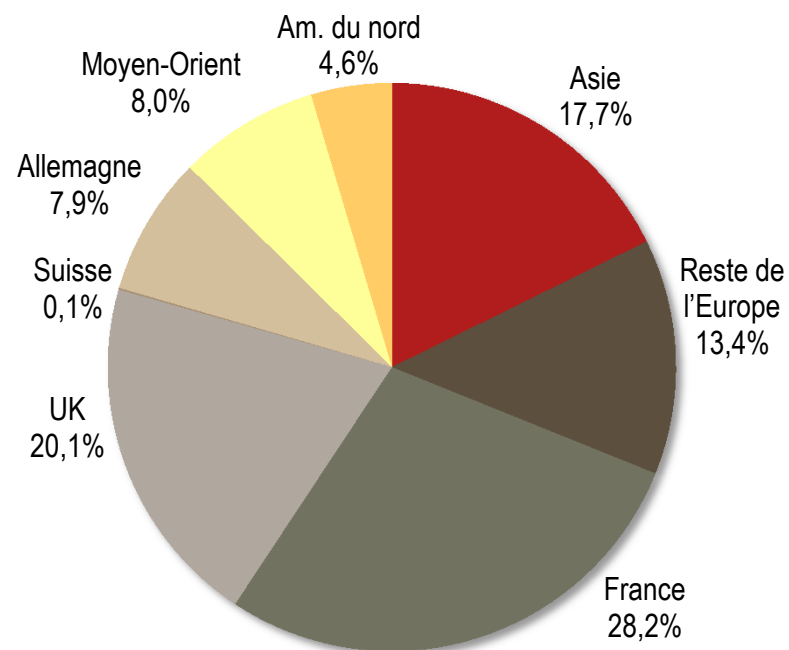


# Evolution de la demande des investisseurs par zone géographique

**Programme 2012**  
(30,2 Mds d'€)

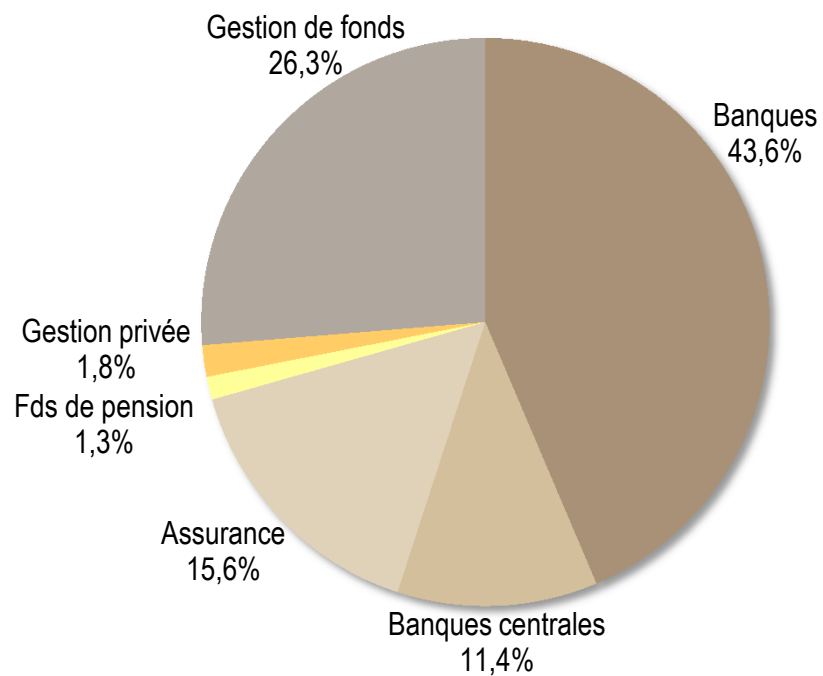


**Programme 2013**  
(15,1 Mds d'€)

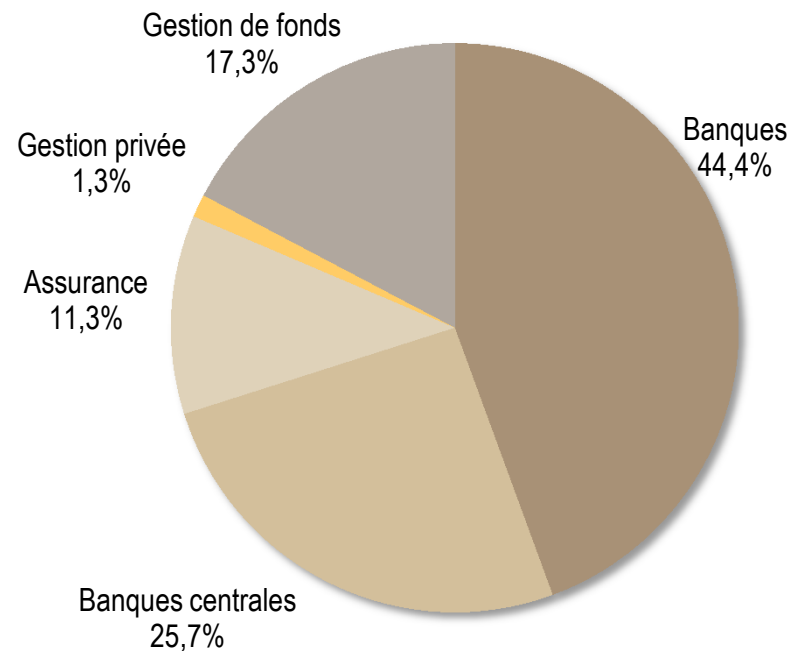


# Evolution de la demande des investisseurs par type d'investisseurs

**Programme 2012**  
(30,2 Mds d'€)



**Programme 2013**  
(15,1 Mds d'€)





- **La CADES en 2013**
  - Rappels sur la CADES
  - Exécution du programme de financement 2013
  - La situation nette estimée de la CADES à fin 2013
- **La CADES en 2014**
  - Les nouvelles mesures pour 2014
  - Le programme de financement 2014
- **Annexes**
  - Organigramme de la CADES
  - Processus de reprise de dettes
  - Répartition détaillée de la ressource
  - Textes réglementaires
  - Tableau des chiffres clés

- En 2014 : transfert de dette de 10 Mds € correspondant :
  - Aux déficits 2013 de la branche vieillesse du régime général et du FSV
  - À une partie des déficits des branches famille et maladie



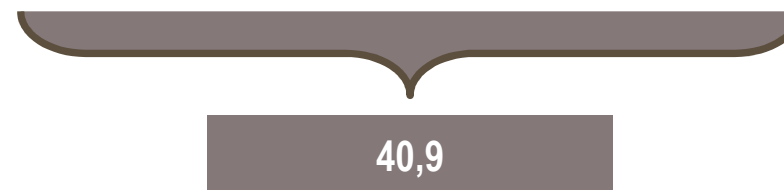


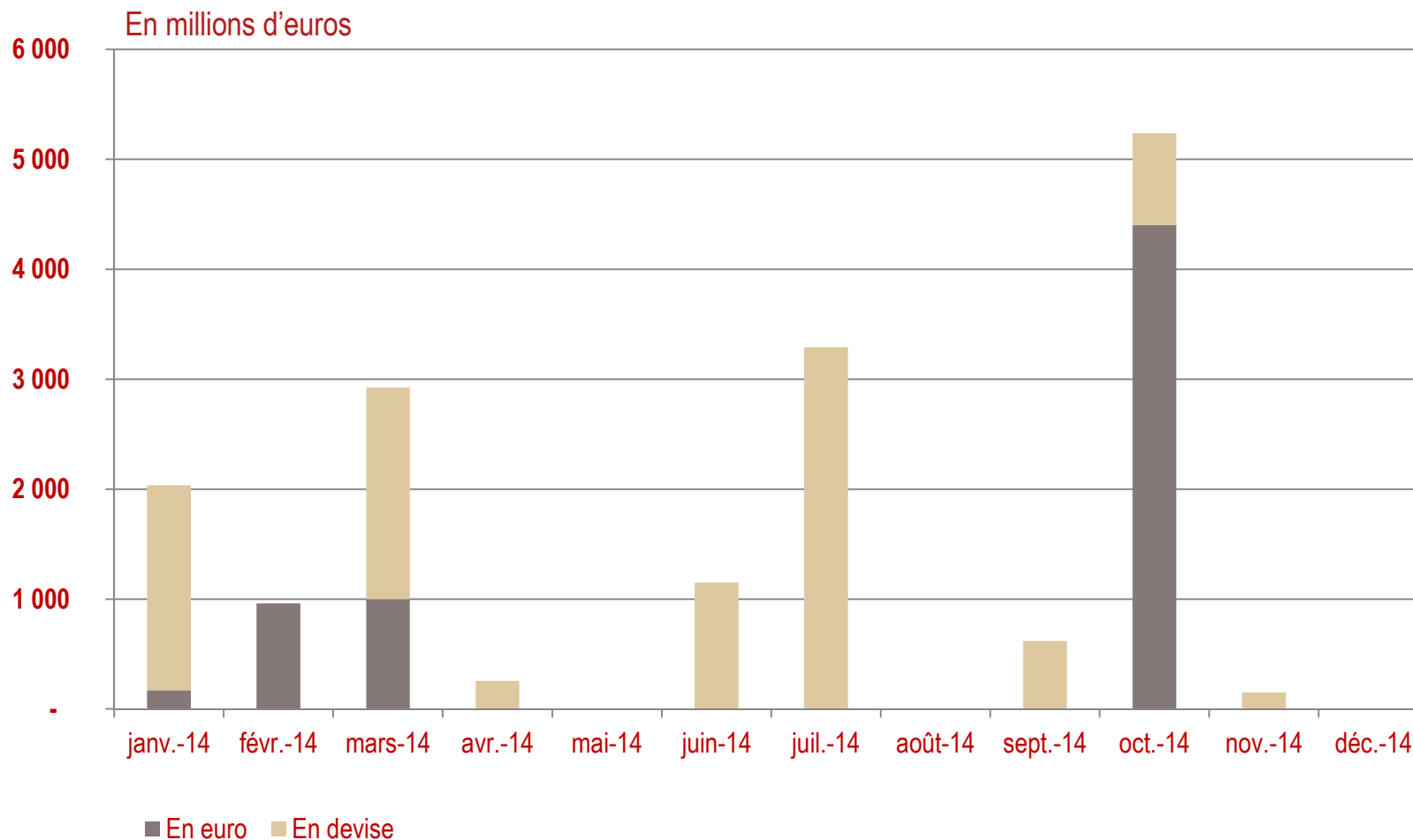
# Estimation des besoins de financement pour 2014

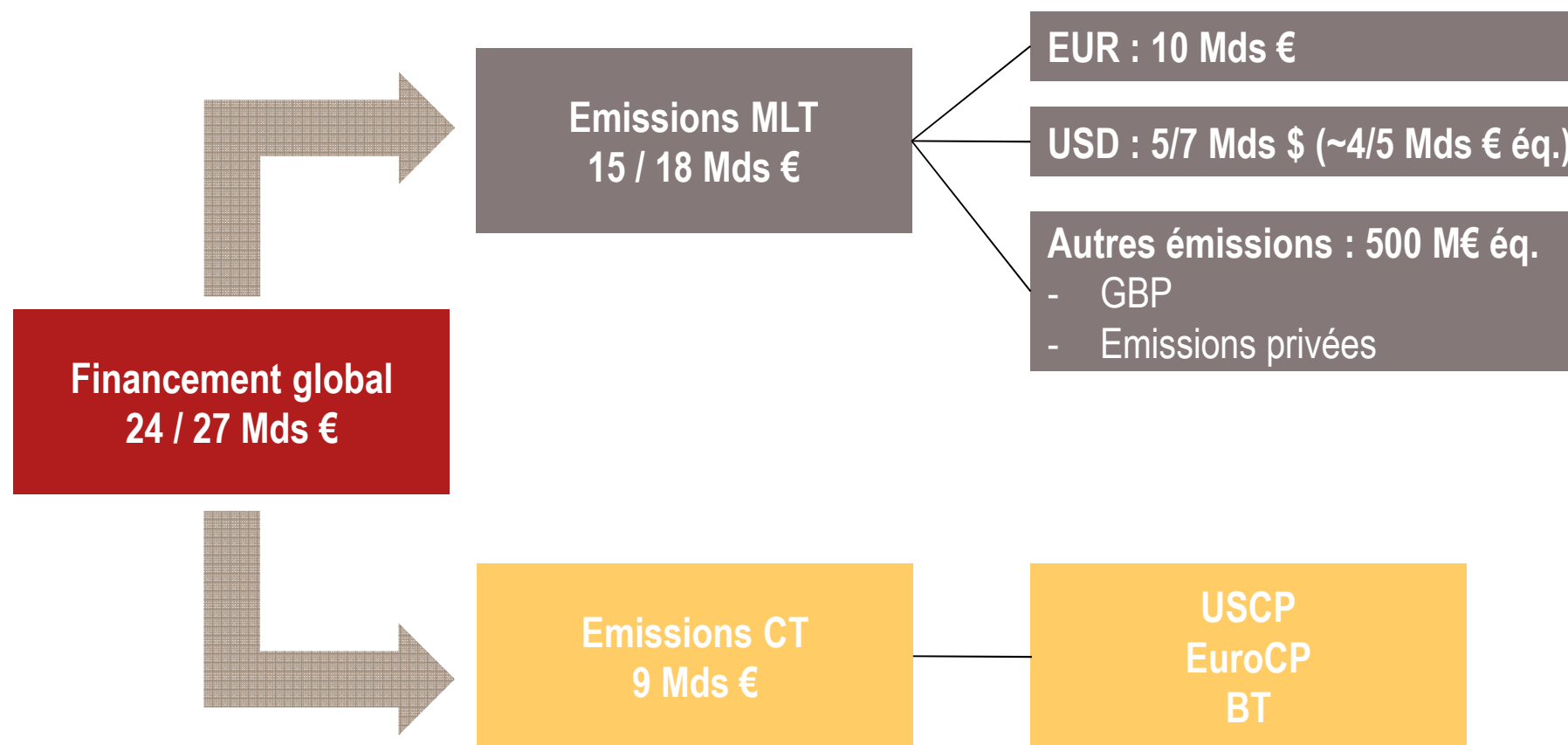
En milliards d'€

Reprise de dette	10
Echéances titres à CT	10,8
Echéances de titres à MLT	16,6
Paiement des intérêts	3,5

Ressource	16,3
Besoin de financement	24,6





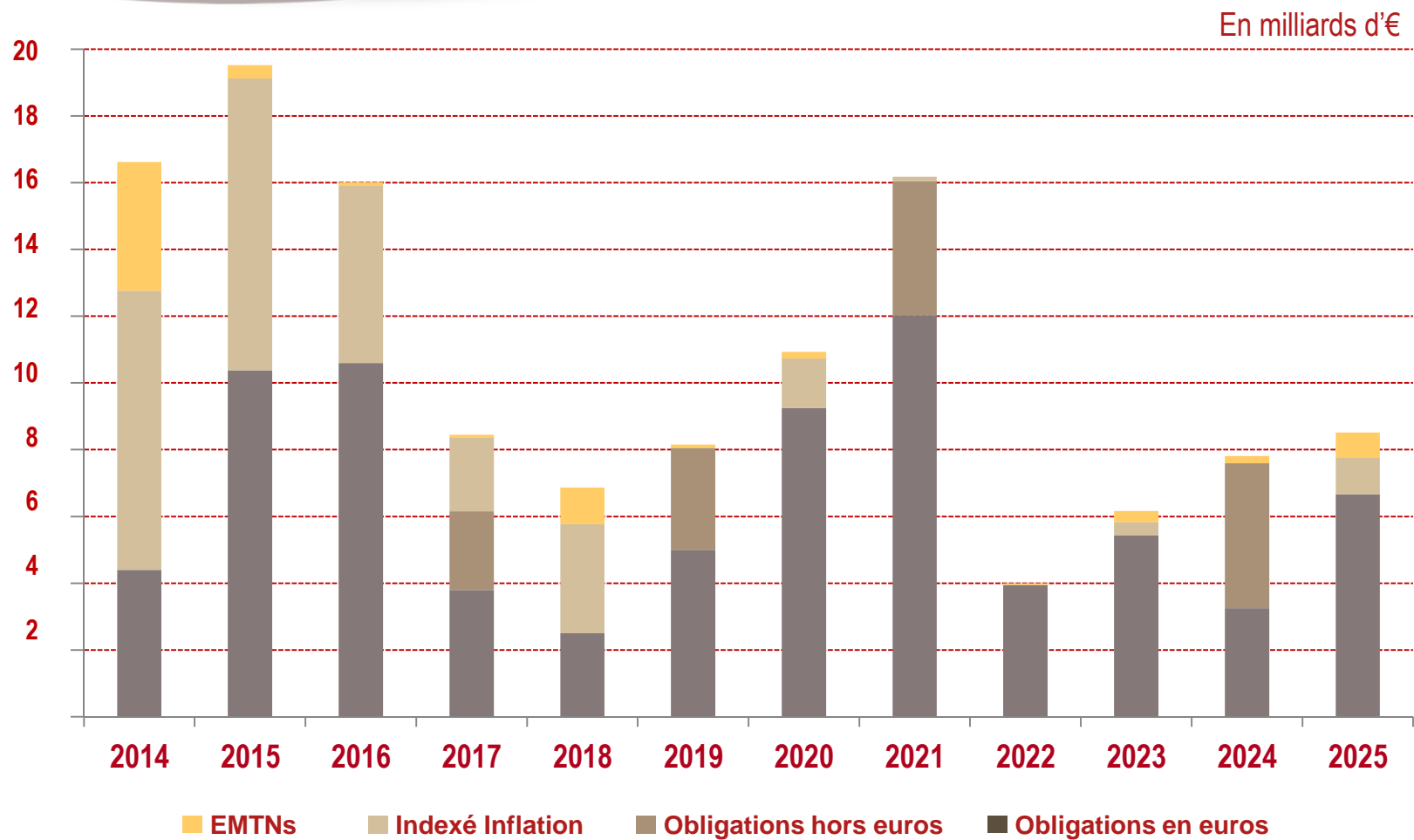


En milliards d'€

Emprunts de référence en Euros	6
Augmentations de souche	2 - 3
Emprunts indexés sur l'inflation	1
Emprunts de référence en Dollars	4 - 5
Emprunts de référence en autres devises	1 - 2
Autres emprunts et placements privés	1
<b>TOTAL moyen et long-terme</b>	<b>15 - 18</b>
Encours de titres à court-terme (est 31/12/14)	9
<b>TOTAL</b>	<b>24 - 27</b>



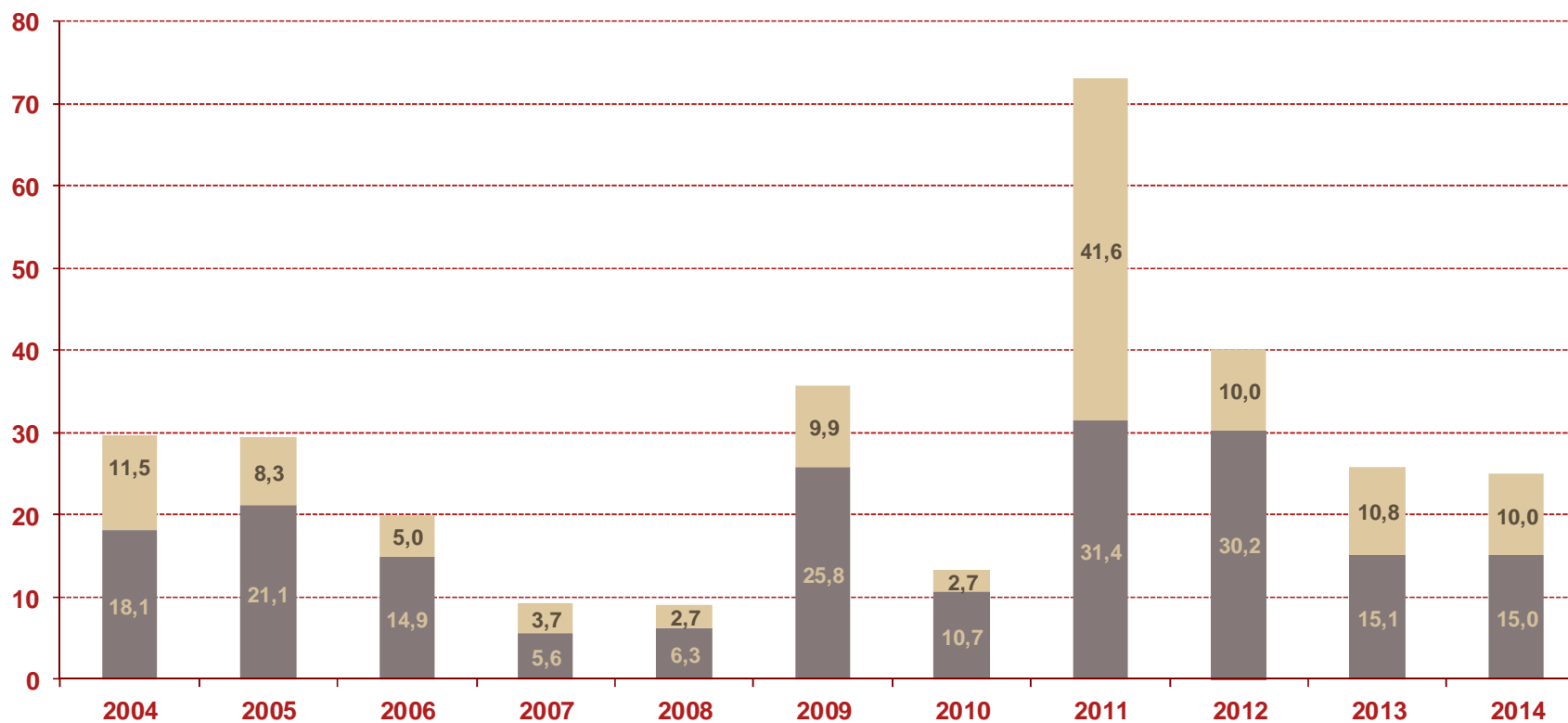
# Echéancier des emprunts à moyen et long-terme



■ Titres à court-terme

■ Emissions à moyen et long-terme

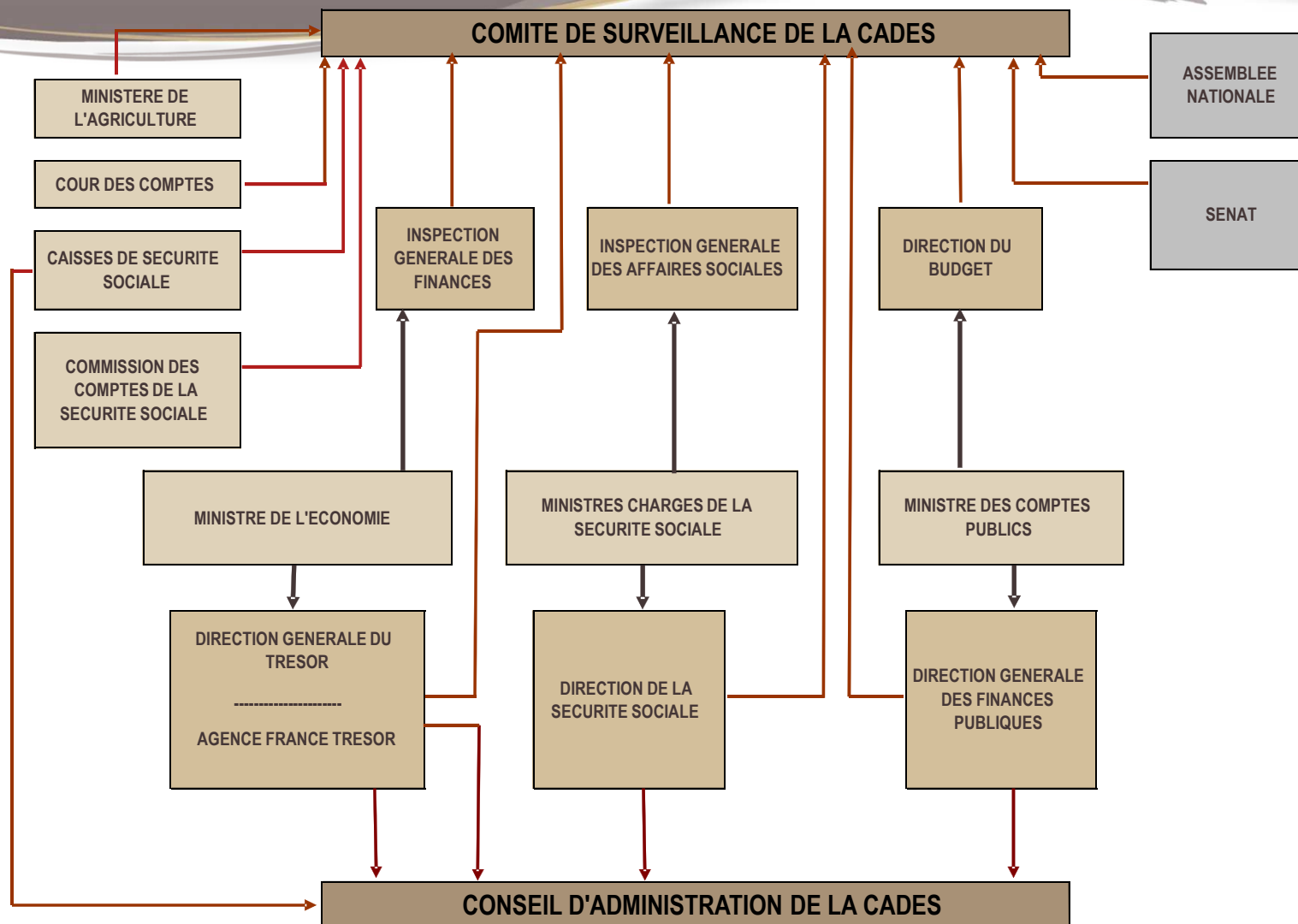
En milliards d'€





# SOMMAIRE

- **La CADES en 2013**
  - Rappels sur la CADES
  - Exécution du programme de financement 2013
  - La situation nette estimée de la CADES à fin 2013
- **La CADES en 2014**
  - Les nouvelles mesures pour 2014
  - Le programme de financement 2014
- **Annexes**
  - Organigramme de la CADES
  - Processus de reprise de dettes
  - Répartition détaillée de la ressource
  - Textes réglementaires
  - Tableau des chiffres clés







# Conseil d'administration de la CADES

Président du Conseil d'administration			
Patrice RACT MADOUX			
Membres titulaires		Membres suppléants	
Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS)			
Jean-Eudes TESSON	Président du conseil d'administration	Jean-Claude GUERY	Membre du conseil d'administration
Pierre-Yves CHANU	Vice-président du conseil d'administration	Serge CIGANA	Membre du conseil d'administration
Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM)			
Michel REGEREAU	Président du conseil	Jean-Marc LAMERE	Vice-président du conseil
Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAV)			
Gérard RIVIERE	Président du conseil d'administration	Pierre BURBAN	Vice-président du conseil
Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)			
Jean-Louis DEROUSSEN	Président du conseil d'administration	Jean-Marie ATTARD	Vice-président du conseil d'administration
Caisse nationale du régime social des indépendants (RSI)			
Gérard QUEVILLON	Président du conseil d'administration	Louis GRASSI	Vice-président du conseil
Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (MSA)			
Gérard PELHATE	Président du conseil d'administration	Jean-François BELLIARD	Premier vice-président du conseil d'administration
Représentants du ministre chargé de l'économie et des finances			
Emmanuel BRETIN	Sous-directeur - Direction Générale du Trésor	Olivier VAZEILLE	Chef de bureau - Direction générale du Trésor
Ambroise FAYOLLE	Directeur général Agence France Trésor	Maya ATIG	Directrice générale adjointe - Agence France Trésor
Représentants du ministre chargé du Budget			
François TANGUY	Sous-directeur - DGFIP	Grégory BERTHELOT	Chef de bureau - DGFIP
Représentants du ministre chargé de la sécurité sociale			
Thomas FATOME	Directeur de la Sécurité Sociale	Jean-François CHADELAT	Inspecteur général des affaires sociales
Arnaud JULLIAN	Sous-directeur du financement de la sécurité sociale	Nicolas AGNOUX	Adjoint au Sous-directeur du financement de la sécurité sociale
Représentants du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites (FRR)			
Valérie CORMAN	Administrateur	Emilie MARTINEZ	Administrateur suppléant



# Parlementaires membres du Comité de Surveillance

- Membres de l'Assemblée Nationale :



**Mme Valérie RABAULT** (Présidente)  
députée du Tarn-et-Garonne



**M. Bernard ACCOYER**  
député de la Haute-Savoie

- Membres du Sénat



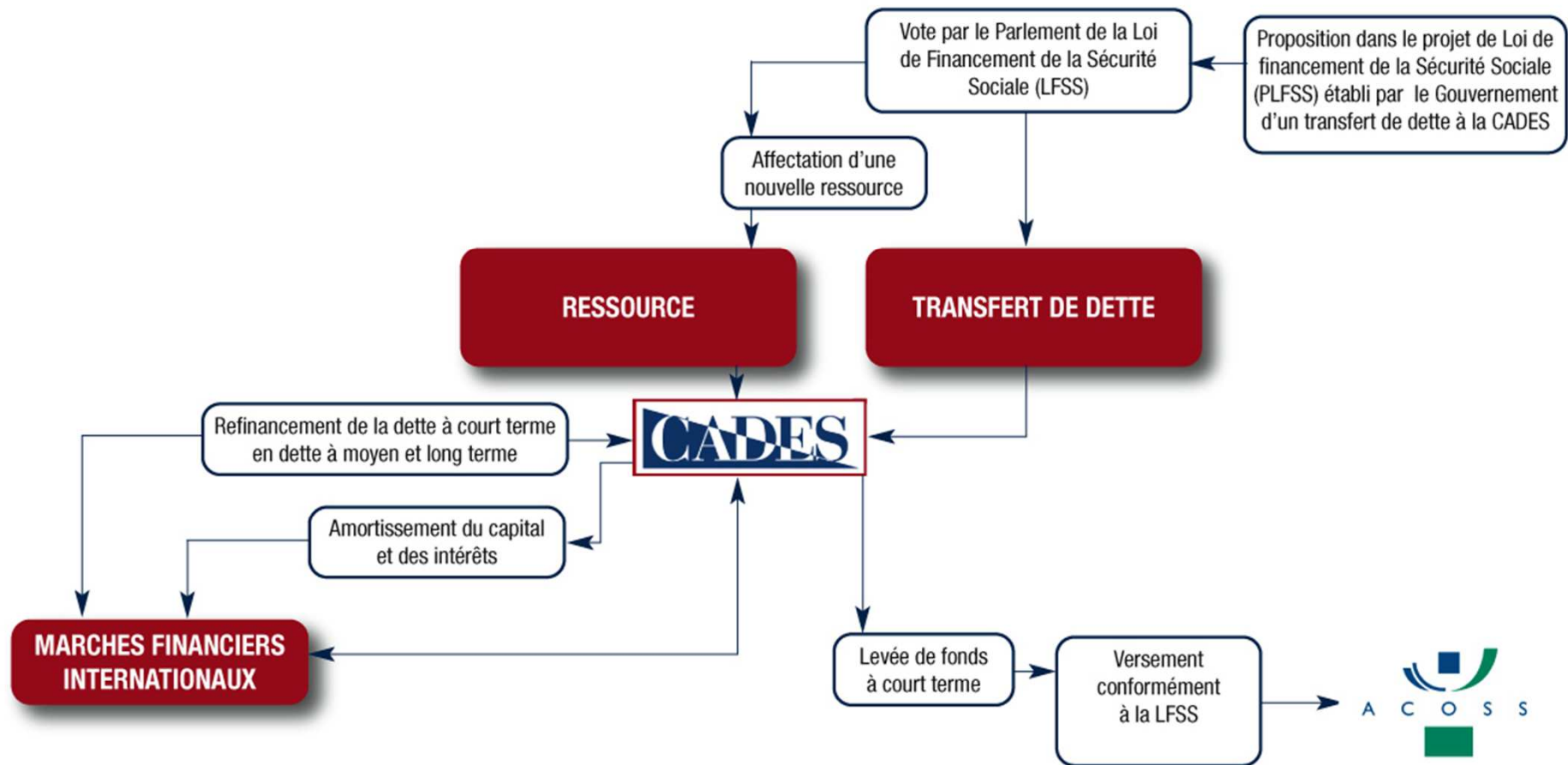
**M. Yves DAUDIGNY**  
sénateur de l'Aisne



**M. Jean-Pierre CAFFET**  
sénateur de Paris

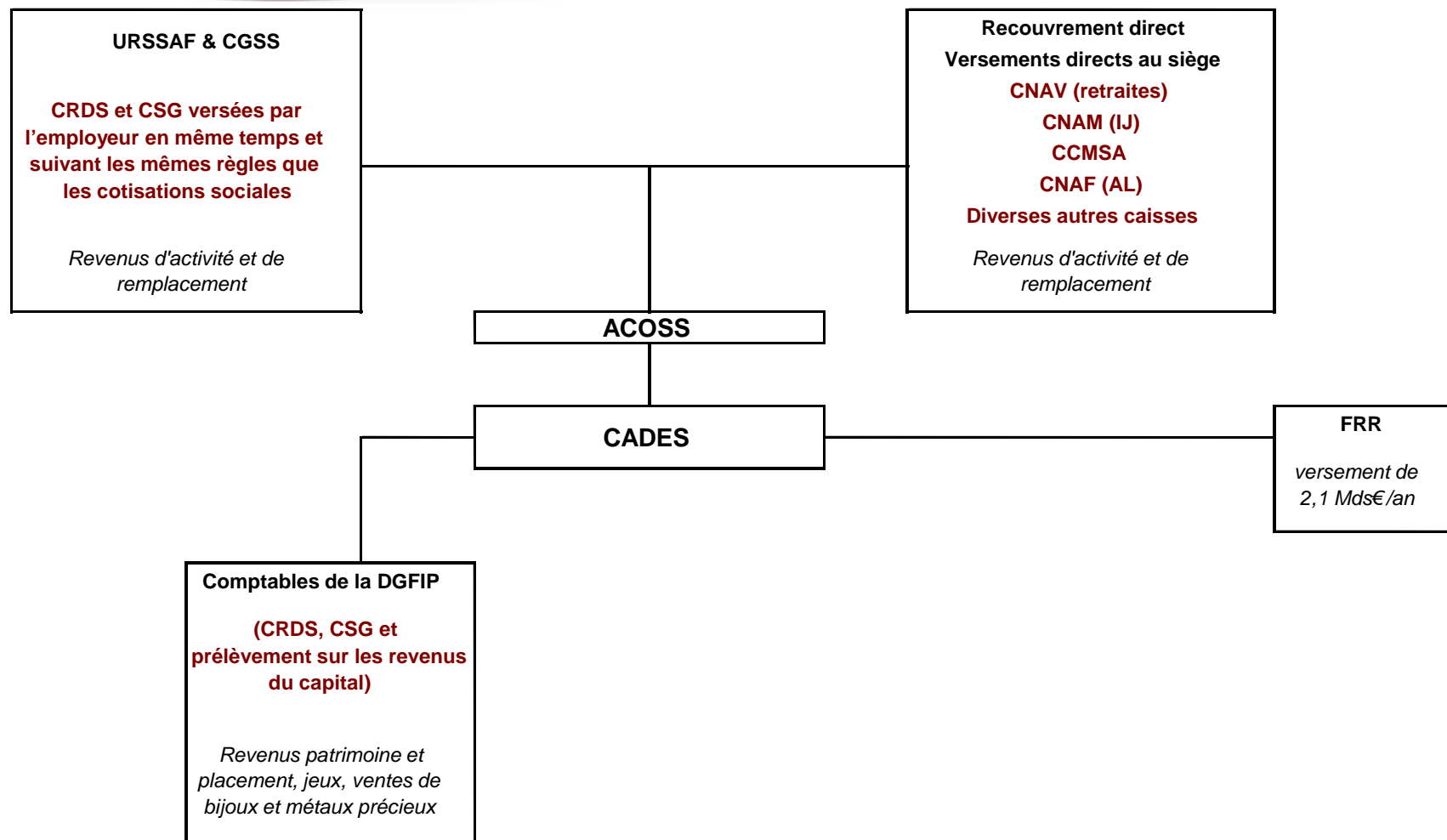


# Processus de reprise de dette par la CADES

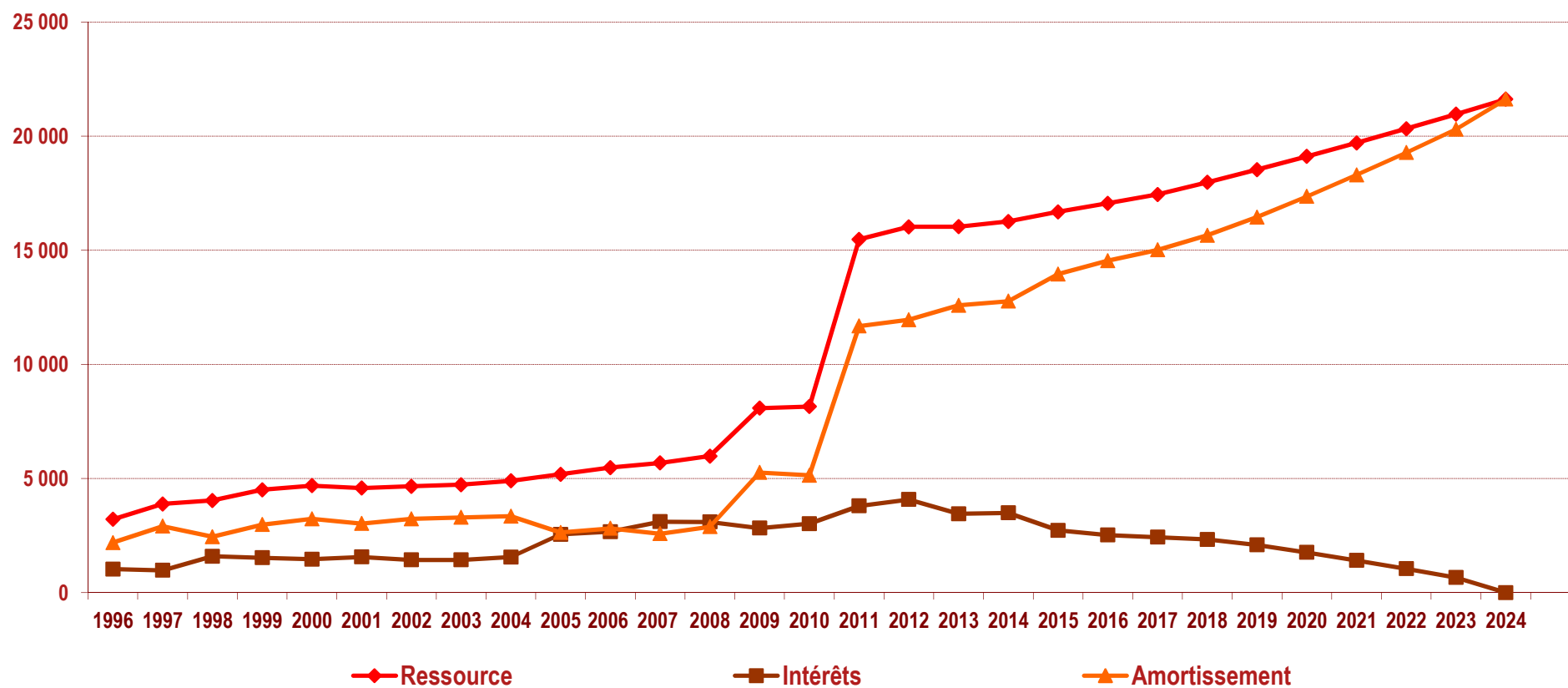




# Circuit des versements de la ressource à la CADES



En millions d'€



- Création de la CADES (Ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996)
  - Statut d'Etablissement Public Administratif (décret 53-1227 du 10 décembre 1953)
  - Création d'une ressource exclusive et affectée (chapitre 2 de l'ordonnance n°96-50)
  - Garantie de ressource (article 7 de l'ordonnance n°96-50)
  
- Augmentation de la protection législative de la CADES
  - Garantie de liquidité (Loi organique n°2001-692 relative aux lois de finances du 1er août 2001 + article d'équilibre des lois de finances annuelles)
  - Tout transfert de dette doit prévoir des ressources additionnelles afin de ne pas augmenter la durée de vie de la CADES (Loi organique du 2 août 2005)
  - Qualité de la ressource (Loi organique n°2010-1380 du 13-11-2010 relative à la gestion de la dette sociale validée par le Conseil constitutionnel – Décision 2010-620DC du 16 décembre 2010 )



# Chiffres clés

	versement traduit en report à nouveau	versement CANAM	versement selon LFSS	Actifs FRR	Hors-bilan Etat	Hors-bilan SS	versement etat	Dettes votées	Dettes reprise	versement intérêts s/emprunts	ressources (CRDS +CSG+rev cap+ Immobilier)	ressources (CRDS +CSG+ Immobilier)+ actifs FRR	résultat	situation nette	estimation de la dette amortie cumulée (8) + (12)	estimation de la dette amortie annuelle
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1996	20 886	457			22 867		1 906	46 116	23 249	1 027	3 211	3 211	-179	-21 065	2 184	2 184
1997					20 962		1 906	46 116	25 154	976	3 883	3 883	1 001	-20 063	5 091	2 907
1998	13 263				19 056		1 906	59 379	40 323	1 590	4 034	4 034	538	-32 788	7 535	2 444
1999					17 150		1 906	59 379	42 228	1 524	4 504	4 504	1 074	-31 713	10 515	2 980
2000					14 818		1 906	58 952	44 134	1 462	4 688	4 688	1 138	-30 393	13 741	3 226
2001					12 000		1 852	57 986	45 986	1 560	4 581	4 581	1 169	-29 224	16 762	3 021
2002					9 000	1 283	3 000	59 269	48 986	1 433	4 660	4 660	227	-28 997	19 989	3 227
2003			1 283		6 000	1 097	3 000	60 366	53 269	1 432	4 728	4 728	-987	-29 984	23 285	3 296
2004	35 000		1 097		3 000	15 000	3 000	110 366	92 366	1 554	4 899	4 899	-752	-65 736	26 630	3 345
2005	6 610					6 700	3 000	110 366	101 976	2 548	5 181	5 181	-367	-72 713	29 263	2 633
2006	5 700							110 366	107 676	2 664	5 479	5 479	2 815	-75 598	32 078	2 815
2007	-65							110 366	107 611	3 103	5 681	5 681	2 578	-72 955	34 656	2 578
2008	10 000							137 366	117 611	3 095	5 980	5 980	2 885	-80 070	37 541	2 885
2009	17 000							137 366	134 611	2 822	8 082	8 082	5 260	-91 810	42 801	5 260
2010								137 366	134 611	3 016	8 151	8 151	5 135	-86 675	47 936	5 135
2011	67 767			2 100				269 833	202 378	3 794	13 372	15 472	11 678	-142 764	59 614	11 678
2012	6 648			2 100				269 833	209 026	4 075	13 924	16 024	11 949	-137 463	71 563	11 949
2013 (est)	7 719			2 100				269 833	216 745	3 450	13 930	16 030	12 580	-132 602	84 143	12 580
2014 (est)	10 000			2 100				269 833	226 745	3 495	14 162	16 262	12 767	-129 835	96 910	12 767
Total	200 528	457	2 380	8 400	0	0	23 380	269 833	226 745	44 620	133 130	141 530	70 511	-129 835	96 910	96 910



## Contacts



15 rue Marsollier  
75002 Paris

 +33 1 55 78 58 00

[www.cades.fr](http://www.cades.fr)

actifin

76-78 rue Saint Lazare  
75009 Paris

[www.actifin.fr](http://www.actifin.fr)

### **Président**

patrice.ract-madoux@cades.fr

### **Opérations**

philippe.noel@cades.fr

pierre.hainry@cades.fr

aldo.quaranta@cades.fr

thomas.barbier@cades.fr

### **Communication**

genevieve.gauthey@cades.fr

### **Relations Presse**

Aurélie Charles

acharles@actifin.fr

 +33 1 56 88 11 21





## Avertissement

Les présents documents écrits ne doivent pas être diffusés aux États-Unis. Les informations contenues dans les présentes ne constituent pas une offre de valeurs mobilières à vendre aux États-Unis.

Les présents documents ne doivent pas être diffusés, directement ou indirectement, aux États-Unis (y compris dans leurs territoires et possessions, un quelconque État des États-Unis et le District de Columbia). Les présents documents ne constituent pas ni ne font partie d'une offre ou d'une sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux États-Unis. Les Billets auxquels il est fait référence dans les présentes n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la Loi états-unienne de 1933 sur les valeurs mobilières, telle que modifiée (la « Securities Act »), et ne peuvent être proposés ou vendus aux États-Unis ou à des ressortissants des États-Unis à moins d'être inscrits en vertu de la Securities Act ou d'une exemption des obligations d'inscription de la Securities Act. Aucune offre publique de titres ne sera faite aux États-Unis.